

Le 25 septembre 2015



PROTOCOLE PPCR : Pour Solidaires, c'est NON !

Les organisations de Solidaires Fonction Publique ont réalisé une large consultation démocratique pour déterminer leur position quant à la signature ou non du protocole. Leur réponse est claire : à la majorité de 90 %, elles ont rejeté le protocole PPCR. Solidaires Fonction Publique ne le signera donc pas. Une lettre est adressée à la Ministre ce jour pour lui faire part de notre position.

Les raisons de notre rejet du protocole

Grilles et carrières : cherchez les gains

◇ **Les agents financent eux-mêmes la « revalorisation » des grilles. Aucun budget n'a été dégagé pour les financer.**

Le financement de la rénovation des grilles s'opère par un faible transfert de l'indemnitare vers l'indiciaire de 4 points pour les C, 6 pour les B, 9 pour les A. C'est bien peu. Les salaires ne sont pas recentrés sur l'indiciaire, comme Solidaires Fonction Publique le revendique.

◇ **La grille de carrière de la catégorie C apporte des gains insignifiants aux agents**, et génère même des inversions de carrières. Le début de carrière C reste indigent.

◇ **Pour la catégorie B aussi, l'effort est insuffisant**, et là encore on rencontre des inversions de carrières.

Solidaires ne peut accepter qu'un protocole intègre des régressions de carrières et donc des pertes financières pour un certain nombre d'agents.

◇ **Les écarts de rémunération (entre catégories, entre F/H, entre versants de la FP) ne sont pas réduits.** Au contraire, les inégalités s'accroissent.

◇ **Facteur aggravant : la mise en œuvre différée des grilles (2017) et délayée dans le temps (jusque 2020).**

L'incertitude demeure sur un calendrier qui engage le prochain gouvernement : les élections présidentielles ont lieu au printemps 2017...

◇ **Il n'y a pas de garantie que ces engagements soient tenus dans le temps par le prochain gouvernement.**

Des reculs importants sur les règles statutaires, la mobilité, les règles de gestion

◇ **L'interministérialité, la fusion des corps, les corps trans fonction publique ont pour seuls objectifs de favoriser la mobilité (contrainte)**, dans le but d'accompagner la réforme territoriale et de gérer la flexibilité sous fond de réduction des emplois publics. Pour les organisations de Solidaires, les agents de la fonction publique ne sont pas interchangeables : il faut respecter les identités professionnelles pour un bon accomplissement des missions.

◇ **Cette recherche de flexibilité est assortie d'une profonde évolution dans la gestion du personnel vers plus d'arbitraire** au travers d'une réforme de l'évaluation (sur la base d'une reconnaissance, très subjective, de la « valeur professionnelle », de la déconcentration de la gestion et de la remise en cause des CAP dont le rôle sera réduit, sous prétexte de simplification). La gestion du personnel évolue vers l'individualisation et la mise en concurrence des agents (évaluation, progression de carrière, et rémunération avec le RIFSEEP). Enfin, des menaces pèsent sur le recrutement par concours, notamment dans le territorial où des candidats sont reçus/collés du fait du recrutement parallèle de contractuels.

Solidaires Fonction publique refuse le chantage à la signature

Tout ou rien : tel est le deal proposé par la Ministre. L'accord est indivisible. Il nous faudrait accepter les (quelques) avancées comme les reculs (importants) du protocole PPCR. Solidaires Fonction Publique juge insupportable ce chantage à la signature. Pour Solidaires Fonction Publique la contractualisation des rapports sociaux révèle ici toute sa perversité : elle cherche à faire entrer les syndicats dans un cadre cogestionnaire, avec une logique sacrificielle : toute avancée, si petite soit-elle, doit s'accompagner d'un renoncement, voire d'un recul accepté sous le sceau d'une signature. Curieuse conception du dialogue social ! Nous exigeons que le dialogue social dans les instances représentatives soit restauré.

***C'est un message clair que nous adressons à la Ministre :
Il y en a assez de la politique libérale du gouvernement, qui sacrifie les services publics
et les agents de la fonction publique sur l'autel de la réduction des dépenses publiques :
54 Mds€ d'ici 2017 !
Pour Solidaires, nul doute pour que les avancées soient réelles,
il faut construire un véritable rapport de force***